Éléments pour une sociologie des sociologues UQÀMien·ne·s

La maîtrise, c'est comme entrer dans une secte : c'est un cheminement où l'évaluation est en grande partie basée sur l'acceptation par les professeur-e-s au sein du grand club des sociologues, avec un mentor qui donne accès aux arcanes du département. Les cours qui marquent la première année du parcours vous forcent à parler comme des sociologues et les professeur·e·s ne vous font généralement pas couler, mais vous font éventuellement comprendre que vous n'êtes pas à votre place, ou ont toujours de bien bonnes raisons de ne pas répondre à vos courriels quand vous avez besoin d'eux et elles.

Les risques d' « échouer » une maîtrise sont grands : 50% des étudiant·e·s ne déposent pas leur projet, et plusieurs d'entre eux-elles ne décrochent pas de diplôme. Combien de personnes avez-vous connu qui restent avec un projet inachevé et une job près du salaire minimum à temps partiel, en espérant finir leur mémoire, avec une santé mentale qui vivote, incapable de tourner la page sur cet échec, qui n'en est pas un tant qu'il·le·s n'ont pas finalement abandonné?

Dans un atelier sur al maîtrise, organisé par l'AEEAS, à destination des étudiant·e·s de premier cycle, la plupart des étudiant·e·s de deuxième cycles parlaient ainsi de leur expérience de recherche de direction : courriels non-répondus, professeur·e·s qui donnent des réponses évasives, impossibilité de les rencontrer hormis dans les vins et fromages, et encore. Une des raisons de ce problème, c'est que rien n'est mis en place pour réduire la surcharge de travail des professeur·e·s, alors que le département tente d'augmenter continuellement le nombre d'inscription, par exemple avec l'admission automatique à la maîtrise pour ceux et celles ayant une moyenne de 3.3 et plus... mais pas seulement.

Le but de ce texte est de documenter le fonctionnement du département de sociologie de l'UQÀM, à travers les relations entre la direction du département, les professeur.e.s, les étudiant·e·s et les structures associatives et de réfléchir en bout de ligne aux mécanismes qui organisent

2018 : l'hiver sans local

Plusieurs personnes ont entendu les histoires de tractation entre le département de sociologie et l'Association Étudiante des Études Avancées en Sociologie (AÉÉAS) à l'hiver 2018. Voici un petit bilan de l'escalade de la tension qui met notamment en lumière le traitement des enjeux féministes au département.

La petite histoire

À la fin de la session d'automne 2017, un party à été organisé conjointement par l'AÉÉAS et l'association des premiers cycles en sociologie, au A-5020. Jusque là, il y avait des posters sur les murs de ce local, dont trois qui étaient jugées offensants par pas mal de personnes, parce que l'un d'eux représente un acteur accusé d'agression sexuelle avec des armes à feu et un autre des organes génitaux pour faire la promotion d'un film sexiste. Durant l'événement, les trois affiches de film en question ont été décrochées des murs du local. Dans la foulée, des photos de certains professeurs sur lesquelles était inscrits des propos du type : « Non, c'est non » (en référence au harcèlement sexuel) avaient été laissées dans un corridor du département. Le lendemain, les secrétaires ramassent les fruits de la colère et bien vite, tout le département est au courant de la situation.

Plusieurs façon de traiter de la situation s'offrait alors à la direction du département : soit on en fait un dossier politique en essayant de comprendre les motivations derrière ces agissements et en instaurant un dialogue soit on en fait un fait divers et on fait suivre la facture, comme pour beaucoup trop de chalets des Laurentides passablement amochés lors du passage de fêtes étudiantes... on vous laisse deviner pour quelle solution la direction a opté.

L'exécutif de l'AÉÉAS n'étant pas présent lors des événements, lorsqu'ils et elles ont appris ce qui s'était produit à la fin de cette soirée, deux membres sont immédiatement allé·e·s présenter des excuses aux secrétaires du département,

l'échec, l'épuisement et la précarité économique des étudiant.e.s au département de sociologie.

Les Guerres de clochers

Une première désillusion frappe un grand nombre d'étudiant.e.s qui arrivent souvent en sociologie avec une vision très utopistes des professeur·e·s, basée sur le contenu des cours qu'ils nous enseignent. Il semble que dans les classes, la tentation de poser à gauche est très forte, et on peut parler du réchauffement climatique à chaque cours tout en conduisant un SUV. Ainsi, tout le département, malgré sa tradition de résister au productivisme et à la tyrannie du *publish or perish*, dès qu'il n'est plus en présence d'étudiant·e·s , se retrouve en assemblée départementale à planifier des chaires stratégiques sur des enjeux payants. Par exemple, le département a récemment changé l'ordre d'embauche, pour repousser le recrutement d'un·e prof supplémentaire expert·e·s des enjeux féministes, afin de favoriser celui d'un-e professeur·e·s spécialistes des médias sociaux et des nouvelles technologies. C'est exactement là que se situe la critique de Freitag, dans le *Naufrages de l'Université,* qui met en lumière l'arrimage de l'université aux besoins du marché et les conséquences négatives à long termes, entre autres de perdre une concentration des intérêt de recherche sur des spécialités précises pour devenir un assortiment de professeur·e·s spécialisé·e·s dans des modes désormais désuètes. Toutefois, les émules de Freitag se sont tous positionnés pour un tel choix.

Dans les assemblées départementales, les cliques sont diluées, mais toujours solides. Toutefois, au département de sociologie, on ne vote pas. Les décisions sont prises à l'unanimité pour éviter que « l'administration », à laquelle on ne résiste plus depuis longtemps, ne puisse se servir de ces divisions pour jouer les profs les uns contre les autres. Les conflits interpersonnels ou inter-cliques sont subtils et opaques, puisque toute attaque directe serait sujette à sanction disciplinaire. Parler de manière sincère ou avoir le malheur de dire ce que l'on pense est une grossière erreur. Au contraire, plus souvent qu'autrement, les professeur·e·s utilisent des arguments pragmatiques dissociés de leur idéologie. Ainsi, l'AD est le royaume des coups bas, de la manipulation et des jeux de corridors.

et un courriel d'excuse a été envoyé en date du 15 janvier, dans lequel il était proposé de payer les travaux nécessaires à la réfection du local (soit rebucher trois trous) afin de calmer le jeu. Même Freitag encensait les fraiques des turbulent·e·s étudiant·e·s universitaire du moyen âge dans le naufrage de l'université, on pensait que ça serait correct.

Toutefois, lors de l'Assemblée Départementale (AD) du 19 janvier, il a été reproché à l'AÉÉAS de manquer de sérieux, notamment quant à son mode de communication, parce que le courriel envoyé en date du 15 janvier n'avait pas été émis depuis une adresse courriel UQÀM normalisée. La question des masques faisant des allégations de harcèlement sexuel est soulevée à sa vraie valeur : le département était surtout préoccupé du fait que ça paraisse mal sur les réseaux sociaux. Dorval Brunelle, soit disant socialiste, propose que les étudiant·e·s ne puissent plus réserver de locaux au département jusqu'à ce qu'une discussion ait lieu entre les étudiant·e·s et l'exécutif du département. Pas une seule voie ne s'est levée contre cette interdiction, les discours de gauche que les professeur·e·s du département font claironner dans les auditorium s'évanouissent dès qu'ils et elles sont entouré.e.s de leur collègues. Cette décision n'a pas été consignée dans le procès verbal de l'AD et n'a pas été communiquée à la communauté étudiante, nos bureaucrates favoris étant des cordonnièr·e·s mal chaussé·e·s. Les étudiant·e·s en ont alors pris connaissance en essayant de réserver des locaux pour des motifs scolaires et en essuyant des refus de la part du secrétariat du département. Les exécutant·e·s de l'AÉÉAS avait presque hâte de se faire engueler pour que ce soit fini.

Une rencontre entre l'exécutif du département et celui de l'AÉÉAS s'est donc tenue le 2 février 2018. On remit alors la balle dans le camps des étudiant·e·s et notamment de l'exec de l'AEEAS, puisqu'il fallait bien désigner des coupables. L'exécutif du département a mentionné que le service de sécurité avait trouvé les cadres décrochés dans le local de l'AÉÉAS. L'exécutif de l'AÉÉAS a alors répondu que le local était ouvert et accessible à tout le monde, tout comme l'ensemble du 5ème étage. L'exécutif du département a exigé de l'AÉÉAS que son Assemblée Générale vote une motion d'excuse auprès du département de sociologie et qu'elle condamne les actes de

Un excellent exemple de cette année est le comité d'embauche qui a entre autres fini par mettre sur la liste courte d'embauche Guillaume Marois, un démographe merdique, copain de Mathieu Bock-Côté, qui utilise des arguments démographiques pour montrer que l'immigration ne pourrait résoudre le problème de vieillissement de la population. Une des personnes du comité d'embauche avait avisé un·e étudiant·e de cette embauche probable, nouvelle qui, de bouche à oreille, s'était rendue jusqu'à l'AÉÉAS. Une personne s'est donné la peine de lire le pathétique nazillon pour trouver des citations croustillantes et des tracts ont été mis sous les portes des profs « à gauche ». Quelques étudiant·e·s ont contesté le type dans son entrevue d'embauche publique, et finalement l'imbécile n'a pas été embauché.

Toutefois, suite à cet épisode un·e professeur·e s'est indigné.e : « pourquoi a-t-on manipulé l'AÉÉAS au lieu de nous en aviser ? ». Mais est-ce qu'on a été manipulé ? Oui, on a fait le sale boulot pour un·e professeur·e lâche, mais on l'a fait pour assumer nos positions politiques. Et ce n'est d'ailleurs sûrement pas le pire des cas où les professeur·e·s ont invité des étudiant·e·s à poser des actions politiques pour éviter de compromettre leur carrière... Ou bien est-ce que cet·te professeur·e indigné·e essayait de nous détourner de notre implication dans les affaires du département ? Et est-ce qu'on nous fait des confidences par souci d'intégration ou bien toujours à des fins instrumentales ? Ou est-ce que des professeur·e·s peuvent ou tentent vraiment d'avoir des relations sincères avec les « simples étudiant·e·s » qui viennent joncher les berges de leurs intérêts de recherche? Ah-ah, vous commencez à entrer dans le délire paranoïaque des vrai-e-s sociologues.

L'AD : la grande messe

J'ai mentionné les Freitagiens, une des cliques quand même importante des assemblées départementales, avec à leur tête Filion et Pineault. Il faut remonter plus loin pour comprendre la filiation des deux clowns. Ils ont tout les deux évolués dans la sphère anarchiste de Québec, nommément au sein de la revue Hors d'Ordre. La feuille de chou anarchiste intellectuallisante des années 90s, s'inspirait de différents anarchistes, entre autre Murray Bookchin, qui à l'époque enseignait à l'Institute for Social Ecology à Burlington. Bookchin, en tant qu'anarchiste, laisse une grande place au

« vandalisme » ayant été commis lors de la fête de fin de session d'automne 2017.

À l'AG de l'AÉÉAS du 12 février, les étudiant·e·s ont premièrement déploré le manque d'écoute face aux inquiétudes qui animent actuellement la communauté étudiante, notamment par rapport à la question du sexisme et des violences sexuelles sous-tendue par les dits incidents. Plusieurs membres ont aussi souligné que ce chantage visait à dépolitiser l'enjeu soulevé, en faisant de gestes posés une affaire de "vandalisme". De plus, l'AG a exprimé une certaine lassitude face à cette tentative d'ingérence et l'attitude infantilisante et méprisante de certain·e·s professeur·e·s. Cependant, afin de retrouver l'accès à ses locaux et dans le but de rebâtir un climat un peu plus agréable au département, l'AG a finalement voté la motion, tel que demandé par l'exécutif du département. L'exécutif de l'AÉÉAS a donc envoyé une lettre d'excuses à l'AD, en fait ré-envoyer, puisque cela avait déjà été fait le 15 janvier dernier.

Lors de l'AD qui s'est réunie par la suite, le 9 mars, la lettre d'excuse de l'AÉÉAS a été lue à voix haute et la personne représentante de l'AÉÉAS à l'AD a demandé à ce que l'interdiction de réserver des locaux au département soit par conséquent levée. Encore une fois, pas une intervention de tout·e·s nos sauveur·euse·s du peuple. Qu'est-ce que l'AD voulait cette fois-ci?

L'exécutif de l'AÉÉAS fut reconvoqué en urgence le 5 avril par l'exécutif du département. Le ton de la discussion était pour le moins tendu. Il y a eu du « vandalisme », cette fois-ci au deuxième étage et des inscriptions ont été faites sur les murs du 5ème étage, alors qu'ils étaient en train d'être repeints. L'exécutif du département a alors exigé que l'AÉÉAS paye les frais de restauration du local engendrés par le décrochage des cadres (s'élevant selon leurs dires à environ 500$... pour rebocher trois trous rappelons-nous).Avaient-il·le·s oublié la proposition qui avait été faite 3 mois auparavant? Et vont-ils et elles nous envoyer des factures à chaque graffiti qui apparaît dans le le bâtiment? L'exec de l'AÉÉAS a affirmé qu'il était injustifié qu'elle ait à assumer financièrement et moralement toutes les dégradations commises dans le bâtiment, mais s'est tout de même engagé à transmettre la

féminisme dans ces ouvrages, que ces émules n'ont probablement pas lu. Ces mauvais militants machos et intellectualisant sont finalement devenus d'excellents candidats pour la reproduction des structures de pouvoir au département, et si l'on ajoute à ça le syndrome d'Althusser, pour qui la reconnaissance sociale précoce avait monté à la tête.

Les visions sociologiques et politiques bien différentes des professeurs en question, les freitagiens(non, il n'y a pas de filles), sont masquées par le phénomène de la clique.Les profs, hégélien-ne-s ou marxisant ou même anti-marxistes, restent ami-e-s malgré la différence de vitesse de pourrissement de leurs idées : « Peu importe l'idéologie, tant que nos intérêts sont mis de l'avant ». Et la cohabitation des différentes cliques, traversées elles-mêmes d'antagonismes et de rapports de pouvoir, font des assemblées départementales des espaces incompréhensibles pour les étudiant·e·s qui y participent. Ces espaces ne permettent de clarifier qu'une chose : malgré leurs différends, les professeur.e.s (tou.te.s ou presque) s'entendent sur une chose : n'accorder que bien peu d'importance aux étudiant·e·s , ne daignant même pas répondre à leurs questions en assemblée départementale. C'est que contrairement aux organismes subventionnaires ou aux bureaucrates universitaires, les étudiant·e·s n'ont pas la possibilité d'imposer des dates limites ou d'exercer une quelconque pression sur leur job. On est le bas de la chaîne alimentaire et on trouve moyen de nous faire nous manger entre nous par la compétition et leurs manigances.

En effet, cet hiver, deux cas particulièrement flagrants ont affligé le département. Dans un cour, l'incompétence de Louise Vandelac brillait de milles feux : retards, attaques idéologiques, power points directement tirés d'autre cours (elle avait même oublié de changer le titre du cour au bas), absences, aucunes lectures obligatoires. Suites à des attaques verbales particulièrement violentes contre une étudiante, les étudiant-e-s du cours on pris la situation en main en foxant le cours pour se parler de comment il-le-s se sentaient par rapport à la situation. Ils et elles ont finalement décidé d'un meilleur contenu de cours et d'exprimer leur désintérêt pour la matière enseignée par la professeure. Avec un médiateur de l'association étudiante, il·le·s ont annoncé leur intention de s'auto-évaluer (mais il·le·s ont maintenu l'évaluation finale, ce qui les a quand même obligé à écrire 15 pages) et de

demande lors de la prochaine AG, afin que les membres prennent position. Cependant, le quorum n'a pu être réuni pour la tenue d'une assemblée si tard dans l'année scolaire.

Le 13 avril suivant, la personne représentante de l'AÉFAS en AD a demandé à nouveau si il était possible de retrouver l'accès aux locaux, ce à quoi Jean-François Filion a alors rétorqué par une autre question : « en quoi les étudiant·e·s le mériraient-ils et elles? ». Le directeur du département a ensuite réitéré que des graffitis avaient été réalisés au deuxième étage du bâtiment et que des dossiers étaient en train d'être montés par le service de sécurité à ce sujet. L'AD a ainsi décidé de maintenir l'interdiction et choisi d'accumuler des accusations infondées sur le thème devenu semble-t-il préféré de la direction : la dégradation de mobilier. Les représentant·e·s étudiant sont réduit·e·s à des bouc émissaires, et les profs « de gauche » restent coi.

Le 4 mai s'est tenue la dernière AD de la session d'hiver, durant laquelle, suite à des pressions de la représentante étudiante, une proposition de rendre l'accès des étudiant·e·s aux locaux a enfin été amenée par des professeures. Personne n'a discuté, et la position a été réputée adoptée.

L'accès aux locaux du département nous a ainsi été interdit tout au long de la session d'hiver. Avoir des locaux à disposition constitue pourtant une condition sine qua non de la poursuite de notre formation et de notre pleine participation à la vie universitaire. Il s'agit d'un droit fondamental (inscrit dans la charte des droits et responsabilités des étudiant.·e·s de l'UQAM) et non pas d'un privilège qui serait accordé au mérite.

Le pouvoir *échoue* dans les mains des chef·fe·s

La question qui nous taraude est la suivante : Comment se fait-il qu'on traite un dossier politique sans parler de politique? On voit très bien à travers cette escalade la façon dont le département a laissé traîner le dossier, cherché à punir des étudiant·e·s turbulent·e·s en utilisant la vieille tactique des sanctions collectives pour désolidariser la communauté étudiante. Comment se fait-il

reprendre, pour les 4 cours restant, des contenus tirés du plan de cours de l'université de Montréal en sociologie de la santé. Après avoir signé la nouvelle entente d'évaluation, Louise Vandelac a écouté le groupe parler de sociologie de la santé pendant une heure avant de partir parce que c'était pas sa tasse de thé. Dans tout ce beau processus, les étudiant·e·s ont parlé à au moins trois reprises avec Louis Jacob, qui les assuraient qu'il faisait le suivi avec le directeur du département. À la fin de la session, il est venu en personne leur remettre les formulaires d'évaluation en assurant que l'exécutif du département allait en discuter. À la fin de la session, le groupe-cours a réussi à faire une plainte au département. Peu de temps après le dépôt de la plainte, ils et elles rencontraient le directeur du département qui leur demandait : « comment ça se fait que j'ai pas entendu parler de ça avant? ». On pourrait faire un beau triangle sociologique : Incompétence, Lâcheté, Mauvaise foi.

Littéralement, tout le monde qui avait eu des cours avec Louise Vandelac avait eu de mauvaises expériences, et plusieurs professeur-e-s nous avait parlé de nombreux problèmes entre les étudiant·e·s et cette professeur-e-s, et ce sans compter les étudiant·e·s, qui ne prenaient pas ses cours pour des bonnes raisons. Les départements se sont vu retirer plusieurs pouvoirs au dépend de l'administration uqamienne, résultat : ils ne prennent pas position. Ainsi, il a demandé d'adresser la plainte directement aux RHs de l'UQÀM. Il est excessivement difficile de faire le processus de plainte, qui ne semble apparemment même pas formalisé. Pour réussir à faire une plainte avec un groupe cour, il faut un juste mélange d'incompétence et de sournoiserie professorale jumelé avec un groupe classe ayant une forte cohésion.

La suite de l'histoire est sans histoire : les décisions des ressources humaines de l'UQÀM sont confidentielles. On ne saura jamais dans quel bac de recyclage ont atterri les 20 pages de remontrances qui avaient pour une fois été écrites à son égard. Ce n'est toutefois qu'une goutte dans l'océan : on ne parle même pas ici d'un des cas de harcèlement sexuel! Ou des attaques personnelles faites envers des étudiantes suite à des dénonciations. Ou encore de l'exploitation de certain.e.s d'entre nous par des professeur.e.s qui refusent de rémunérer l'intégralité de leurs heures de travail...

qu'un département soit-disant progressiste (bon là on y croit plus) se serve de techniques répressives de bas étage au lieu de prendre en compte le message adressé par les étudiant·e·s et tenter d'instaurer un dialogue?

Rappelons-le encore et encore : ces soit-disant actes de vandalisme s'inscrivent dans un climat de tensions entre la communauté étudiante et le corps professoral du département, induites par une série de dénonciations d'agressions sexuelles et d'autres formes d'exploitation et de harcèlement commises par des professeur·e·s à l'endroit d'étudiant·e·s, ainsi que de multiples appels au dialogue et à la collaboration, de la part des étudiant·e·s, restés jusqu'ici lettres mortes ou presque.

Par ailleurs, le montant qui nous a été demandé est exorbitant considérant le budget dont dispose l'AÉÉAS, tant bien que mal d'ailleurs. Une partie de ces ressources sert d'ailleurs à financer des projets féministes, qui visent à documenter les rapports de pouvoir qui se jouent au département et à trouver des solutions concrètes pour les renverser.

On ne peut pas en dire autant du côté des professeur.e.s, chacune des rencontres avec les 5 membres de l'exécutif du département à 50 dollars de l'heure, coûtait la moitié des dommages perçus, sans même compter le temps perdu en assemblée départementale à 2000$ de l'heure. Et on attend toujours de voir ce que propose l'AD par rapport aux plaintes des étudiant.e.s. Même les pseudo anars se reposent sur l'Institution et sa fameuse politique 16 que tout le monde sait inefficace, même dans sa dernière mouture.

Et pour illustrer par un autre exemple la lâcheté de certain.e.s professeur.e.s, notons que certain.e.s d'entre eux et elles avaient explicitement exprimé les mêmes frustrations par rapport à la nature offensantes des dits poster et se sont pourtant retourné.e.s contre l'asso et ont condamné le dit « vandalisme » dès qu'ils et elles en ont eu l'occasion. Bref, on l'aura compris, ce n'est même pas la gloire et l'argent qui est l'éteignoir de leurs idéaux gauchisant, mais trop souvent la couardise et la médiocrité.

Les séminaires: la première communion :

Une chose dont il faut se rappeler ici, c'est que les séminaires, c'est relativement facile de les organiser collectivement. En effet, pour certain·e·s professeur·e·s, les séminaires permettent de laisser la classe discuter et de pas trop préparer de cours. Le but en fait, c'est qu'on finisse par s'exprimer comme eux et elles, en se pratiquant à parler d'enjeux sociologiques pendant 22.5 heures, parce que les profs sont censés nous donner du contenu l'autre moitié du cour. Par conséquent les séminaires de maîtrise sont au moins deux fois moins long que ceux du bacc et tentent de couvrir un même contenu. Et quel contenu! Il y a toujours des étudiant·e·s hors programmes et des gens en propédeutique pour justifier de recommencer à zéro (et souvent à -1). on a jamais mieux qu'un survol. Soit les professeur·e·s laissent aller des discussions, qui deviennent au mieux des thérapies de groupe ou au pire des chicanes entre nous, ou soit 2-3 fanfaron·ne·s parlent, et après le ou la prof nous livre son opinion pendant 30 minutes, dans des présentations désordonnées et redondantes. Une chance qu'on vient juste chercher un statut dans ces dédales bureaucratiques à saveur d'apprentissage.

Bien que les cours sont sensés être des présentations avec une certaine ouverture sur la multitude de filons sociologiques qui peuvent être creusés à votre avantage, il semble qu'au contraire, les profs montrent leur étroitesse d'esprit et ne prêchent bien souvent que pour leur chapelle. Certain.e.s profs n'hésitent pas à vous décourager de mobiliser un cadre théorique qui n'est pas le leur, particulièrement quand celui-ci est féministe et/ou décolonial d'ailleurs. Et oui, plusieurs professeur-e-s, qui peuvent au demeurant avoir des discours radicaux, ne semblent pas avoir exploré la littérature féministe, anarchiste, queer, ou décoloniale pour arrimer leurs critiques avec des positions théoriques fortes et claires.

Généralement, le contenu des séminaires consiste à lire 3 texte de 20 à 30 pages présentant des opinions diverses sur un même sujet. Ce type d'exercice permet de cadrer des controverses, dans une perspective pré-déterminée par le ou la prof, poussant en fait le débat sur son terrain. On peut résumer ce genre dexercice à la lecture des programmes électoraux du PQ et du PLQ sur l'immigration et faire ressortir leurs forces et faiblesses respectives. Il

Ainsi, en réprimant et en dépolitisant les enjeux féministes au département, on cache les relations de pouvoir au sein de la grande hiérarchie du travail (gratuit pour certain.e.s). En effet, les professeur·e·s, du moins une partie, dépendent de l'exploitation plus ou moins brutale et directe des étudiant·e·s, que ce soit sous la forme d'auxiliaires de recherche ou d'enseignement ou simplement comme partenaire de production intellectuelle. Tou·te·s s'épuisent gratuitement pour leurs supérieur·e·s dans le plus grand silence.

Que l'on pense aux étudiant·e·s étranger·ère·s qui n'ont le droit que de travailler sur le campus et qui n'ont d'autre choix que de bien s'entendre avec la personne qui leur octroie contrats et bourses, ou aux nombreux cas d'abus dont sont victimes les femmes, jusqu'à la surreprésentation d'hommes blancs dans les syllabus du programme, tout concourt à renforcer le privilège des hommes, plus particulièrement blancs, au département. Ainsi, malgré une population étudiante majoritairement féminine au département, dans les dernières années, ce sont surtout des hommes qui déposent des mémoires et thèses et ce sont surtout des hommes qui enseignent.

Mais la direction du département décide de s'en prendre aux étudiant·e·s plutôt qu'aux harcelleurs, à l'administration de l'université. Et on nous dit que le « vandalisme » et l'attitude de l'AEEAS nuit à l' « ambiance » et à l' « image du département »… Quel beau renversement de situation. Selon cette version, l'exploitation et le harcèlement exercés par tant de professeur.e.s ne semblent pas entacher la fameuse « ambiance » au département par contre. Puisqu'on n'en est plus à une contradiction près, il semble finalement logique que ce type de discours soit véhiculé par des personnes, qui poussent par ailleurs pour une gestion communautaire de la déviance…

Il est clair que les professeur·e·s, peu importe leurs allégeances politiques, accordent plus d'importance à l'opinion de leur collègues, dans l'assemblée département où ailleurs, qu'à celle des étudiant·e·s. Puisqu'ils et elles sont embauché·e·s et maintenu.e.s à leur poste par le collectif des professeur·e·s, il·le·s ne sont redevables qu'à ceux et celles-ci. Ils et elles ont donc tout intérêt à

semble que le vrai effort qui doit être fait par les étudiant·e·s consiste plutôt à prendre conscience de ce cadre d'analyse, et à trouver des sources pour le critiquer politiquement, que ce soit de par son origine sociale et historique, sa prétention à l'universalité ou par son rôle dans les structures de domination actuelles. Accepter le terrain d'un·e professeur·e pour un débat, revient à reconnaître son autorité morale sur la définition du champ sociologique étudié. Pas comme si Côté disait pas déjà que le marxisme est pas sociologique ou que Filion disait pas déjà que les femmes ne font pas de théorie (là vous risquez de comprendre qui ont manipulé les auteur·e·s de ce texte!).

Et enfin un autre problème, c'est notre atomisation. Les cours, obligatoires pour déposer un projet, sont la première traversée du désert de la maîtrise, et c'est pourquoi c'est si difficile de trouver une cohésion pour résister collectivement. Les ententes d'évaluations peuvent et doivent être mises à votre goût! Toute évaluation par les pair·e·s vaut mieux que l'évaluation d'un·e professeur·e. Vous avez un projet à écrire, minimiser au maximum les évaluations. Amenez vos classes faire du social, utilisez moodle pour vous aider mutuellement et créez un climat de confiance entre étudiant·e·s, de façon à ce que personne ne se sentent seul·e·s face à des professeur-e-s abusif·ve·s. Dénoncez tôt, dénoncez fort, lisez des critiques des auteur·e·s présenté·e·s et remettez les débats en contexte, vous risquez d'apprendre beaucoup plus par vous-même qu'en suivant leurs étroits sentiers battus. La meilleure forme que peut prendre un cour, c'est la mutinerie et le sabordage.

Le saint esprit dans nos coeurs

Sommes toute, entre la répression ridicule d'une cinquantaine de profs et la pression à la productivité pour devenir de bons universitaires bien dociles, le plus dégueulasse est l'internalisation des contraintes par la gente étudiante. Alors que certain·e·s d'entre nous n'ont jamais eu d'aussi forte incitation au glandage que face au pourrissement à vitesse grand V des idées des professeur·e·s une fois mis en poste, et que d'autres ont autant envie de faire partie des assemblées départementales que d'aller dans n'importe quel autre club privé, certain.e.s étudiant·e·s semblent au contraire absolument désireux·euses de rejoindre les professeur·e·s. Et il·le·s se font chier, et ce bien au-delà de l' « exigence partielle à la maîtrise » : demandes de bourses,

préserver leur statut dont des années de précarité doctorale et post-doctorale leur ont inculqué la valeur. Tout·e·s suivent donc le chef d'orchestre pour ne pas faire de vague. Et la sincérité dont ils et elles tentent de faire preuve dans les auditoriums, coule comme du mascara cheap lorsqu'elle se frotte aux larmes de l'exercice du pouvoir.

La dernière petite leçon que nous en tirons tient en deux phrases, c'est que nos droits peuvent être révoqués en tout temps si nous n'établissons pas un rapport de force. Il est temps de nous organiser...

participation à des colloques, job de marde en recherche ou en correction et autres exploitation pour avoir un « bon CV ».

Vous savez probablement déjà à quel point la procrastination et la démotivation est la raison principale de la lenteur dans l'avancement de vos travaux. Une approche courante se veut d'échapper à la rédaction par un sentiment de confort induit par des images réconfortantes. Il semble cependant beaucoup plus intéressent de s'atteler à une procrastination active, en mettant en contexte le travail effectué pour lui donner sa pertinence politique et sociale. Il importe de lire sur la condition des femmes, des enfants, des travailleur·euse·s, des immigrant·e·s et de tout·e·s les autres, s'ancrer dans leurs luttes et tentatives de résistances, articuler leur voix à notre révolte pour se rappeler que notre mémoire est avant tout une critique sociale. Politiquement, notre entraide est plus pertinente que la tutelle de la plupart des profs qui, à quelques exception près, ont depuis longtemps perdu de vue la visée politique de leurs efforts.

Bourdieu a bien montré que si l'on fait de l'éducation une lutte individuelle pour notre propre avancement social, tout ce qu'on fait, c'est se battre pour faire fructifier notre capital social, ce qui n'aboutit qu'à un aménagement des conditions sociales : les riches restent riches, les pauvres restent pauvres, même si on a tout·e·s un peu plus lu. Si on veut rendre la société plus égalitaire, il faudra renverser le patriarcat, le colonialisme et le capitalisme.

Mais tant qu'à être tout·e·s pris·e dans le même ascenseur social, est-ce que l'on ne pourrait pas éviter de participer à l'exclusion des plus marginalisé·e·s ? Ce qui rend nos travaux meilleurs, c'est les relectures, et nous sommes tout·e·s capable de nous entraider. En investissant des espaces étudiant·e·s, en partageant nos connaissances et en mettant en place des cercles de lectures, on peut éviter de laisser sans attaches et sans support ceux et celles qui se sentent le moins à leur place. Nous sommes tout·e·s uniques comme des flocons de neiges et magnifiques d'une façon qui nous est propre et en aucun cas nous n'avons les mêmes privilèges.

On quémande notre droit d'être des intellectuel·le·s dans une société qui n'en veut plus, et pour se faire, nous nous faisons violence à nous même (je

sais pas comme vous appelez ça lire du Jeffrey Alexander). Comme dans les déménagements imposés aux locataires qui doivent toujours se défaire de leur propriétaires abusifs, on peut faire la chaîne pour éviter d'avoir à grimper les marches 12 fois. On peut se parler de nos cul de sac théoriques et on peut s'assembler sur nos intérêts de recherches. Ou bien on peut faire la grève, et se dire que de toute façon, ils finiront bien par nous faire graduer pour qu'on leur foute la paix. Il faut faire comprendre que l'époque du travail gratuit est finie, pour que la pression des professeur·e·s pour de meilleures conditions de travail soient faites sur l'état et le capital et non sur notre dos.

En espérant nourrir l'envie de procrastiner nos études en fomentant grèves, mutineries et révoltes en tout genre, plutôt qu'un CV.